

Les Libanais aux urnes pour la première fois depuis 2009

LIBAN Le score du Hezbollah, objet de toutes les attentions

► Rien n'est simple au pays du Cèdre, les élections législatives encore moins.

► Celles du 6 mai, les premières depuis neuf années, ne devraient pas bouleverser la donne.

Les Libanais sont conviés à voter pour des élections législatives ce dimanche 6 mai. Et cette perspective recueille un intérêt neuf, même s'il reste sans doute à relativiser. Une explication ? Trois, plutôt. Les Libanais vont d'abord expérimenter une nouvelle loi électorale, à la proportionnelle, destinée à fournir une vision plus juste de leurs choix. Ensuite, la création de listes indépendantes, émanant de la société civile, éveille plus que la curiosité dans certains milieux. Enfin et surtout, c'est la première fois que les citoyens peuvent voter depuis... 2009 ! Depuis lors, le Parlement a, par trois

fois, voté la prolongation de sa propre existence. Il est vrai que la terrible guerre chez le grand voisin syrien et ses implications au pays du cèdre - comme l'irruption de plus d'un million de réfugiés - compliquaient considérablement la donne.

Cependant, des bémols s'imposent. Les élections au Liban, réforme électorale ou pas, reflètent la vie politique locale et celle-ci offre un profil d'une complexité invraisemblable. Le grand historien français du Proche-Orient, Henry Laurens, a un jour lâché une formule, ou plutôt une boutade, aussi subtile qu'édifiante : *« Si vous avez compris quelque chose au Liban, c'est qu'on vous l'a mal expliqué. »*

Ces élections de dimanche semblent ainsi parties pour compliquer davantage la carte politique. Depuis l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri en 2005, une bipolarité s'est imposée entre deux courants clairement distincts, les partisans du « 14 mars » (les souverainistes) et ceux du « 8 mars » (pro-iranien, pour schématiser). D'un côté les

sunnites avec les Druzes et une majorité des chrétiens, de l'autre les chiïtes et une partie des chrétiens (les partisans de l'ex-général Aoun, devenu président en 2016). Le gouvernement d'union nationale rassemble des formations des deux camps mais celles-ci se regardent en chiens de faïence. Or, pour ces élections tant attendues, les Libanais ont assisté, ahuris, à la composition de listes sur-réalistes où, selon les districts, les ennemis de toujours s'allient ici ou se font face là-bas. Comme si aucun enjeu politique n'intervenait sinon la seule volonté d'être élu.

Deux grandes questions très politiques émergent néanmoins. 1. Le puissant Hezbollah pro-iranien, qui se bat en Syrie, restera-t-il le parti dominant ? Personne n'en doute. 2. L'éclosion de listes indépendantes émanant de la société civile, inspirées par le dégoût de la population pour la corruption généralisée et la confessionnalisation exacerbée de la vie politique, peut-elle lancer un début de changement au Liban ? Seuls les très optimistes y croient. ■

BAUDOUIN LOOS

Hezbollah Le « parti de Dieu » contesté sur le terrain

REPORTAGE

TYR

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

A Tyr, au Sud-Liban, l'opposition n'a pas pignon sur rue. C'est au onzième étage d'un immeuble en front de mer qu'on trouve la permanence du groupe « Ensemble pour le changement », seule liste à se présenter contre le géant chiite Hezbollah et son allié Amal dans la circonscription.

« C'est la première fois qu'il y a une liste unique contre eux, ça nous a demandé beaucoup de courage », explique Katy Mroué, chargée de communication de cette liste composée de six candidats issus du parti communiste et de la société civile.

Créé dans le sillon de la révolution iranienne, le Hezbollah est un parti chiite qui a bâti sa réputation sur la résistance à l'occupation israélienne. À la fin de la guerre civile libanaise (1975-1990), c'est le seul parti qui garde ses armes. L'influence du Hezbollah sur sa communauté passe aussi par un vaste réseau d'aides sociales et d'institutions, tels les écoles ou les hôpitaux...

Toute la journée, Katy Mroué reçoit discrètement de potentiels électeurs. « Ici, on voit défiler la majorité silencieuse, des gens qui sont contre les partis au pouvoir et qui veulent voir du changement », dit-elle.

Mona Jahamy fait partie de ceux-là. À 51 ans, cette enseignante en lycée sent qu'elle a enfin trouvé une plateforme pour s'exprimer. « Le Hezbollah et Amal ont tout dans le sud, le pouvoir, l'argent et les armes. Ils pensent que le fait d'avoir résisté à Israël leur donne le droit de nous dominer. Moi, j'ai toujours voté blanc mais cette année, c'est la première fois que j'ai un vrai choix démocratique », dit-elle.

La principale critique adressée au Hezbollah est d'avoir instauré un système clientéliste au lieu d'assurer le développement économique de la région.

« Je cherche des solutions aux problèmes économiques du Sud-Liban car c'est là que les partis au pouvoir ont échoué. Ça fait 26 ans qu'ils sont là par la force des armes et la situation aujourd'hui est pire que dans

les années 1990. Les gens en ont marre, ils veulent une meilleure qualité de vie, du travail et des services publics », explique Riad el Assaad, homme d'affaires et candidat à Tyr.

« Je sais, je leur dois beaucoup, mais ça s'arrête là. Sur le plan économique, ils ont mal défini leurs choix » RIAD EL ASSAAD, CANDIDAT A TYR

Sur les sujets plus stratégiques par contre, il reste prudent. « Le Hezbollah et Amal ne sont pas mes ennemis. J'ai vécu 22 ans d'occupation israélienne et la guerre de 2006. À ce moment-là, ce sont les armes du Hezbollah qui nous ont protégés, donc je les respecte. Je sais que je leur dois beaucoup mais ça s'arrête là, sur le plan économique ils ont mal défini leurs choix », ajoute-t-il.

« Même les listes contre le Hezbollah assurent qu'elles soutiennent la résistance. En fait il n'y a aucune force qui s'oppose aux choix stratégiques du Hez-

bollah que ce soit au Liban, en Syrie ou ailleurs dans la région », explique Ali Mourad, maître de conférence en droit public à l'Université arabe de Beyrouth.

De fait, il n'est pas facile de s'opposer réellement au Hezbollah. Affiches décriées, intimidations verbales et campagnes de dénigrement sont monnaie courante. Les candidats chiites dissidents sont régulièrement accusés de trahison au profit d'Israël ou d'être à la botte de puissances étrangères - Arabie saoudite en tête. Plus grave, certains ont subi des violences physiques, comme le journaliste Ali el-Amine, candidat lui aussi au Sud-Liban, qui a été tabassé à une semaine du scrutin par une trentaine de militants du Hezbollah alors qu'il accrochait des posters.

À l'autre bout du pays, le nord de la plaine de la Bekaa est l'autre bastion traditionnel du Hezbollah et là aussi des listes dissidentes espèrent rafler des sièges au Parlement. Contrairement au sud, la Bekaa repose sur d'anciennes structures tribales qui ont toujours fait contrepoids à l'hégémonie du Hezbollah.

« Dans la Bekaa, les grandes familles ont déjà un poids qui leur donne une marge de manœuvre face à Hezbollah », assure Ali Mourad, qui estime que si percée électorale il y a, ce sera dans la circonscription de Baalbek-Hermel.

« Pour la première fois, on a l'impression que le Hezbollah a peur de la bataille électorale, peur que des sièges chiites lui échappent », souligne Ghalib Yaghy, ancien maire de Baalbek et candidat indépendant qui mise beaucoup sur le tourisme pour développer sa ville. Pour avoir de meilleures chances de l'emporter, sa liste s'est alliée au parti chrétien des Forces libanaises et au Courant du Futur, sunnite.

Mardi, le secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah s'en est pris ouvertement à cette liste, l'accusant de connivence avec l'Arabie saoudite et avec l'Etat islamique.

Quels que soient les résultats le 6 mai, les dissidents espèrent une chose : que cette expérience électorale permette à une vraie opposition chiite d'émerger. ■

CHLOÉ DOMAT